

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 18 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



EQIOM

Cimenterie de Héming
Route de Lorquin
57830 Héming

Références : IMLING_EQIOM_2023-04-18_RAPVI_HLK_24363
Code AIOT : 0006203962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement EQIOM implanté Le Barlot, la Forge 57400 Imling. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM
- Le Barlot, la Forge 57400 Imling
- Code AIOT : 0006203962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière EQIOM à Lorquin, Neufmoulins et Xouaxange produit du calcaire à destination de la cimenterie qui se situe à proximité, à Héming. L'abattage est en partie réalisé à l'explosif. La société EQIOM a déposé une demande d'autorisation environnementale le 19/10/2020 pour une extension de la carrière. La visite s'est faite dans le cadre de l'instruction de ce dossier et a permis de conclure sur les constats susceptibles de suite de l'inspection d'avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation
- Mesures de bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 18	Susceptible de suite	Demande d'informations complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Susceptible de suite	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les compléments demandés suite à l'inspection d'avril 2022 ont été fournis et n'apportent pas de commentaires de la part de l'inspection. Le plan d'exploitation comporte tous les éléments réglementaires.

De nouvelles mesures de bruit ont été réalisées et outre un dépassement ponctuel d'un décibel, les seuils réglementaires sont respectés. L'exploitant a depuis sensibilisé le personnel pour réduire la vitesse des engins et prévoit de mettre prochainement en place un merlon anti-bruit. Il lui est demandé de transmettre à l'Inspection sous un mois son plan d'action pour se mettre en conformité, ainsi que le calendrier prévisionnel de mise en place des mesures correctives prévues. Egalement, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection les résultats des prochaines mesures de bruit, dès qu'elles seront disponibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 4 avril 2022 – Constat n°4
<p>Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Lors de la dernière visite d'inspection, en avril 2022, l'inspection a constaté que le plan d'exploitation, qui date de décembre 2021, ne présentait pas tous les éléments exigés par l'arrêté ministériel du 22/09/1994, dont notamment les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état, la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Le plan d'exploitation du site a été mis à jour en mai 2022, comme s'était engagé l'exploitant. Le jour de la visite, il a pu être constaté qu'il comportait tous les éléments de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 18											
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit											
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 4 avril 2022 – Constat n°11											
Prescription contrôlée : Prescription modifiée par arrêté préfectoral n°2004-AG2-531 du 30 décembre 2004 : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de périmètre autorisé, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) : 70 dB(A) Période de nuit allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB(A)											
Constats : Lors de la visite d'inspection d'avril 2022, il a été constaté que les mesures de bruit, réalisées en septembre 2020, indiquent une non-conformité en période nocturne, au zone à émergence réglementée (ZER), au niveau des premiers riverains de Xouaxange. L'exploitant s'était alors engagé à réaliser de nouvelles mesures de bruit et, le cas échéant, à mettre en œuvre des actions correctives. De nouvelles mesures ont été faites du 4 au 6 juillet 2022, par la société SIM ENGINEERING. Le rapport d'analyse du 26 juillet 2022 conclut qu'en limite de propriété, l'ensemble des points respecte les valeurs maximales admissibles en période diurne et nocturne. En ZER, les émergences relevées respectent la réglementation pour les points 1 et 2 en périodes diurne et nocturne. Au point 3, les émergences relevées respectent la réglementation en période diurne, mais dépassent d'un décibel la limite autorisée en période nocturne. Il est à noter que le point 3 a été déplacé par rapport à la mesure de 2020. Il se trouve pour la campagne 2022 à 50 mètres de la piste, alors qu'il était à 200 mètres en 2020, pour des raisons d'indisponibilité d'accès du point de mesure. L'exploitant a depuis sensibilisé le personnel pour réduire la vitesse des engins (dumpers) qui circulent à proximité du point 3. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois à l'Inspection son plan d'action pour se mettre en conformité par rapport aux valeurs limites d'émergence sonore, ainsi que le calendrier prévisionnel de mise en oeuvre des mesures correctives. Egalement, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection les résultats des prochaines mesures de bruit, dès qu'elles seront disponibles. Ce rapport de mesures de bruit pourra notamment faire l'objet d'un prochain contrôle.											
Observations : L'exploitant prévoit, dans le cadre de son extension et de sa demande d'autorisation environnementale, de mettre en place un merlon anti-bruit. La situation actuelle ne s'inscrit pas dans un contexte de plainte.											
Type de suites proposées : Susceptibles de suites											
Proposition de suites : Demande d'informations complémentaires											
Proposition de délais : 1 mois											